

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Le social, parent pauvre de l'UE

Fabien Grasser

Avec l'introduction du socle européen des droits sociaux en 2017, les questions sociales ont gagné du terrain dans le débat européen. Mais ce texte est non contraignant pour les États membres, au contraire des questions budgétaires, explique Ludovic Voet, de la Confédération européenne des syndicats.

Lorsque Jean-Claude Juncker accède à la présidence de la Commission européenne en 2014, l'UE fait face à la tempête des dettes souveraines qui affectent plusieurs de ses États membres. Les institutions européennes infligent alors un cruel remède austéritaire à des pays comme la Grèce, l'Irlande ou le Portugal. Travailleur-euses et pensionné-es sont aux premières loges pour payer les pots cassés de la spéculation bancaire. Juncker juge alors qu'il faut donner une plus large place aux questions sociales dans les politiques européennes. En 2017, les pays de l'UE adoptent le socle européen des droits sociaux, un texte qui détermine un cadre et des objectifs sociaux. Il décline 20 principes répartis en trois chapitres : égalité des chances et accès au marché du travail, conditions de travail équitables, ainsi que protection et inclusion sociales. Mais sa portée reste largement symbolique, les États membres restant souverains sur la plupart des sujets. Ces principes ne sont pas contraignants, au contraire de la gouvernance économique, illustrée par le semestre européen, qui impose, souvent par l'austérité, des règles strictes en matière budgétaire.

Néanmoins, « depuis que le socle européen des droits sociaux a été adopté,

il y a un appétit pour les initiatives sociales, ce qui ne veut pas dire qu'elles aboutissent forcément à des résultats concrets dans la vie des travailleurs, mais la question est plus présente », constate Ludovic Voet, secrétaire confédéral de la Confédération européenne des syndicats (CES), au cours d'une conférence donnée à la Chambre des salariés (CSL), à Luxembourg, le 15 mai. « Il y a beaucoup de recommandations, alors que le bulldozer de la gouvernance économique crée des obligations pour tout le monde avec les conséquences néfastes que cela a eu, au cours de la dernière décennie, sur les services publics, la protection sociale et le droit du travail », poursuit le syndicaliste belge.

Sept ans après l'adoption du socle des droits sociaux, le résultat est mitigé, mais pas totalement négatif. Sous l'influence de la CES notamment, des directives qui s'imposent aux droits nationaux ont abouti à des améliorations. Et c'est un autre Luxembourgeois, le commissaire européen à l'Emploi, le socialiste Nicolas Schmit, qui les a en grande partie portées dans la commission sortante, présidée par la conservatrice Ursula von der Leyen. Il en va ainsi des directives sur le salaire minimum, sur la transparence des rémunérations ou, plus récemment, sur la régulation des conditions d'emploi pour les travailleur-euses des plateformes, dans un contexte général de précarisation du travail.

L'extrême droite est antisociale

La pandémie et la crise inflationniste apparue dans le sillage de l'invasion russe de l'Ukraine ont illustré la

nécessité de conserver des États providence forts, tant pour la protection des populations que pour la sauvegarde de l'économie. Ce postulat vient d'être rappelé par la « déclaration de la Hulpe sur l'avenir de l'Europe sociale », signée par les Vingt-Sept, mi-avril. « Ce texte remet le social à l'agenda européen alors que le zeitgeist est plutôt aux débats sur la compétitivité, la limitation des déficits ou l'allègement des normes et des procédures », affirme Ludovic Voet. Mais, assurément, le texte ne va pas assez loin et ne paraît pas à même d'anticiper les crises à venir : « La déclaration ne parle pas du climat ni du numérique, comme si tout cela était déconnecté du social. Ces deux questions vont pourtant énormément impacter l'emploi dans les années à venir. » L'arrivée dans le monde du travail de l'intelligence artificielle en est une bonne illustration. Le représentant de la CES note, par exemple, que le green deal européen n'aborde pas du tout la question du travail. Et les arbitrages budgétaires ont tendance à opposer ces sujets les uns aux autres, sacrifiant par exemple la transition écologique à la faveur des questions sociales, ou vice-versa.

Si Ludovic Voet reconnaît qu'en matière sociale la Commission européenne sortante est allée plus loin que toutes celles qui l'ont précédée, il avertit cependant que nul ne sait de quoi l'avenir sera fait. La CES, qui représente 45 millions de travailleurs européens, a publié un manifeste listant 12 priorités à l'occasion des élections européennes, qui se dérouleront du 6 au 9 juin prochains. Si climat et numérique sont indéniablement liés à la question sociale, Ludovic Voet attire également l'attention sur le renforcement de la démocratie, qui permet aux travailleur-euses de se faire entendre. Il les exhorte à voter au scrutin européen en faveur de la défense de leurs droits, alors que les sondages projettent un renforcement de la droite et de l'extrême droite du Parlement européen. Et il procède à ce rappel : « L'extrême droite a voté contre toutes les directives sociales ces cinq dernières années, et quand elle arrive au pouvoir dans un pays, c'est aux syndicats qu'elle s'attaque en premier. »

Avec le basculement dans le numérique, le travail se transforme et se précarise. L'arrivée de l'intelligence artificielle va fortement bouleverser l'emploi.



PHOTO : ALEX KOTLIARSKIY/UNSPASH

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Ce qu'en disent les partis luxembourgeois

Fabien Grasser

Le woxx s'est plongé dans les programmes électoraux des partis politiques luxembourgeois pour savoir quelle place ils accordent aux questions sociales dans le cadre des élections au Parlement européen du 9 juin. Petit tour d'horizon par ordre alphabétique.

ADR

Le social apparaît en septième position du programme de l'ADR. La formation avance une proposition pour le moins originale pour améliorer le sort des salariés : mettre fin aux sanctions économiques contre la Russie, une quasi-obsession pour le parti. Dans sa logique, cela renforcera l'économie et donc les conditions sociales. Élémentaire, n'est-ce pas ? Pour le reste, c'est plutôt convenu : mettre fin au dumping social au sein de l'UE, adapter salaires et pensions à l'inflation ou encore garantir le droit à la formation tout au long de la vie.

CSV

Pour le parti de Luc Frieden, le social ne figure pas non plus en tête des priorités, puisqu'il n'apparaît qu'en sixième position de son programme. « L'Europe sociale doit rester une lueur d'espoir au niveau mondial », écrit avec lyrisme le parti chrétien-social. Concrètement, celui-ci veut renforcer le pouvoir d'achat des « classes moyennes européennes », catégorie sociale aussi courtisée que mal définie. Il veut aussi « combler l'écart entre les riches et les pauvres », sans vraiment détailler par quel moyen. Le CSV accorde cependant un important crédit au socle européen des droits sociaux, créé par la Commission Juncker en 2017. Il veut le « rendre juridiquement contraignant » pour garantir des emplois sûrs, l'inclusion et l'égalité des chances ainsi que la solidarité, entre générations notamment. Tout cela « dans l'intérêt des citoyens, comme le montrent de récents sondages », écrit le parti avec un sens certain de l'opportunisme électoral.

DP

Dans le programme des libéraux, le social apparaît en tout premier point... en association avec l'économie. Avec le constat que l'UE « ne peut consacrer

que des moyens budgétaires limités au secteur social », alors que « l'objectif de maîtrise des dépenses publiques et les difficultés de financement des mesures sociales donnent lieu à des arbitrages budgétaires douloureux ». Le DP est convaincu que l'UE peut « influencer sur les choix des États membres en invitant ceux-ci (...) à tenir suffisamment compte des priorités sociales ». Pour ceux qui n'auraient pas bien saisi, il répète néanmoins qu'il est de son « devoir de répondre à la fois au besoin de financement de la politique sociale et à la nécessité d'assainir nos finances publiques ». Pour y parvenir, la liste libérale prône des « mesures audacieuses visant à stimuler la croissance économique ». Constatant que 95,3 millions de personnes dans l'UE sont menacées de pauvreté, le DP « s'efforcera de trouver des solutions » pour en réduire le nombre. Point trop n'en faut !

DÉI GRÉNG

« Notre pacte vert et social place les personnes et leur bien-être au cœur de la transformation écologique et de l'économie européenne », écrivent les écologistes au deuxième point de leur programme. Dans ce chapitre assez dense, Déi Gréng préconise notamment de « lutter davantage contre le risque de pauvreté plus élevé des personnes qui, en raison de leur âge, de leur orientation sexuelle et/ou identité de genre, de leur sexe, de leur origine ou d'un handicap, sont confrontées quotidiennement à des discriminations multiples ». La lutte contre la pauvreté, la place des enfants et des jeunes, la protection des précaires et des sans-abri font partie de leurs propositions phares. Pour les écologistes, le renforcement de l'Europe sociale ne se limite cependant pas à la seule dimension travail ou sécurité sociale, mais aussi à des investissements structurels dans l'éducation et les possibilités d'accès aux loisirs pour tous. Tout est lié.

DÉI LÉNK

« La fameuse Europe sociale doit enfin prendre corps », écrit Déi Lénk, au cœur du programme duquel le social figure naturellement. Estimant que l'Europe sociale est actuellement « une coquille vide », que « l'on ressassé à l'approche des élections européennes », le parti affirme que l'UE

s'emploie avant tout à instaurer « une concurrence directe entre salarié-es et crée ainsi un écosystème propice au dumping social ». Au-delà de la critique du capitalisme, le parti porte de nombreuses revendications pour améliorer le sort des populations européennes, mettant notamment l'accent sur un renforcement du rôle des syndicats et de l'organisation collective des salarié-es. Un dessein cohérent et logique pour le parti de gauche.

FOKUS

« L'Europe a plus que jamais besoin d'une dynamique sociale », écrit le parti fondé par l'ancien eurodéputé CSV Frank Engel. Fokus estime que « l'Europe doit prendre part aux débats sociaux essentiels pour notre avenir », car « ce sont des sujets qui feront l'Europe et son mode de vie ». Ce dernier concept doit être développé, analyse le parti, qui note que « dans la Commission sortante, il y avait un commissaire responsable du European Way of Life », mais qu'il « ne reste rien d'émouvant de celui-ci ». Au moins c'est drôle.

KPL

Sans surprise, le programme du parti communiste est quasi exclusivement concentré sur le social. Pour le KPL, « la politique de l'UE n'est ni sociale ni respectueuse du climat ». La critique de l'orientation libérale de l'Europe est très étoffée et se conclut par une exigence « de résistance au démantèlement social ». Collectivisation des banques et des grandes entreprises, passage à la semaine de travail de 35 heures ou réglementation du travail sur les plateformes, assimilé à une forme « d'esclavage moderne », composent quelques-uns des points programmatiques du KPL. La constance est au rendez-vous de ce programme.

LSAP

« L'humain au cœur d'une Europe sociale », résume le parti socialiste, dont le programme accorde un long développement à ses ambitions sociales pour l'UE. Le LSAP joue la carte du Spitzenkandidat des socialistes européens pour le poste de président de la prochaine Commission, Nicolas Schmit. Chargé de l'emploi dans l'exécutif euro-

péen sortant, celui-ci ne se présente pas directement aux élections au Parlement européen, mais il peut se targuer d'avoir décroché quelques avancées sociales ces cinq dernières années à Bruxelles. Le LSAP entend les renforcer face à « un monde du travail en constante évolution ». Emplois de qualité, dialogue social, rémunération et fiscalité justes, sécurité et protection sociale solides, PIB bien-être : autant de revendications pour lesquels le LSAP veut se battre avec ses « camarades socialistes et sociaux-démocrates » européens, étant entendu qu'il se présente comme « le parti des travailleur-es ». S'il le dit !

PIRATES

Comme pour les législatives, les pirates ont élaboré un programme dans lequel les sujets sont déclinés de manière transversale. Il en va ainsi du social, que l'on retrouve, plutôt faiblement, dans divers chapitres. Parmi les propositions du Piratepartei figurent l'instauration d'un revenu européen de base, c'est-à-dire versé à chaque citoyen-ne, ou encore l'établissement de « normes sociales élevées » pour garantir une alimentation saine. Des sujets comme la Sécurité sociale ou l'emploi sont abordés à travers le prisme d'une simplification pour faciliter la mobilité des salarié-es au sein de l'UE, avec une attention particulière portée au travail frontalier. Le menu social des pirates n'est assurément pas très consistant.

VOLT

Quand il s'agit de parler d'Europe, Volt est forcément en terrain connu et sait aligner les arguments. C'est même la vocation de ce parti fédéraliste et trans-européen, qui consacre un long développement à la question sociale. Il plaide pour une « véritable union sociale européenne » qui corrigerait les déséquilibres sociaux, harmoniserait les régimes de retraite et les assurances maladie ou qui créerait un mécanisme européen de surveillance des droits des salarié-es. Tout au long des 109 pages de son programme européen, Volt explique comment ses député-es entendent porter leurs propositions au Parlement européen et quel en serait le coût budgétaire. De ce point de vue, la formation se distingue de ses concurrents.